



COMÉDIE  
FRANÇAISE

RICHELIEU  
V<sup>x</sup>-COLOMBIER  
STUDIO

## TRAVAUX DE REMPLACEMENT D'UN ASCENSEUR A LA COMEDIE-FRANÇAISE

*Procédure adaptée en application des articles L. du code de la commande publique*

### **Type de marché**

Marché public de travaux

### **Référence du marché**

2025-002-DBE

### **Pouvoir adjudicateur**

Comédie-Française  
Place Colette  
75001 Paris

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

## **OBJET DU CCTP**

Le présent document décrit les travaux de remplacement d'un ascenseur électrique avec machinerie dans un local par un ascenseur électrique avec machinerie embarquée dans la gaine :

Nota : Le descriptif ci-après définit les objectifs minimaux en termes de dimensionnement et de performance. Toutefois, l'entrepreneur peut proposer une autre solution technique équivalente.

Remplacement d'un ascenseur électrique de charge égale à 1600 kg  
Niveaux desservis : nombre 10

Les travaux ont pour but de récupérer le local technique actuel pour un autre appareil.

**Les travaux devront impérativement être réalisés entre le 1<sup>er</sup> et le 31 août 2025, avec une date de réception le lundi 1<sup>er</sup> septembre 2025.**

### **1- DESCRIPTIF DES TRAVAUX**

Ces travaux concernent l'installation suivante :

Caractéristiques existantes		Caractéristiques souhaitées	
Charge	1600	Charge nominale	idem
Vitesse	1.6 m/s	Vitesse	idem
Niveaux	10	Niveaux	idem
Type	électrique	Type	idem
Machinerie	basse latérale	Machinerie	Embarquée dans la gaine
Portes palières	Automatiques à ouverture	Portes palières	idem
Porte cabine	Automatique	Porte cabine	idem
Course	Correspondant à 10 niveaux		
Face de service	2		

#### **Gaine, cuvette :**

Dimensions non relevées. L'entreprise doit se rendre sur place avant de remettre son offre.

### ***IMPLANTATION***

Les accès de la face de service se feront par des portes automatiques.

La cabine sera en menuiserie métallique. Le bloc d'entrée sera équipé d'une porte métallique à ouverture et fermeture automatiques par opérateur électrique.

La cabine sera munie de ses accessoires, et équipée d'un panneau toute hauteur regroupant toutes les commandes, la signalisation visuelle et sonore, une phonie cabine.

Toutes les commandes et signalisations devront être anti-vandales, de bonne qualité et respectueuses des règles d'accessibilité PMR.

L'entreprise devra joindre à son offre un planning prévisionnel, en jours calendaires, comprenant : le délai d'approvisionnement à dater de l'ordre de service et la date de réception des travaux

L'attributaire du marché transmettra au maître d'ouvrage le planning détaillé et définitif

## **2- REGLEMENTATION ET NORMES**

La loi Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003 (Sécurité des usagers des ascenseurs art. 79 et 80)

La directive 95/16/CE applicable depuis le 01 juillet 1999, concernant la mise en œuvre et la qualité des installations ascenseurs.

DC 2004-964 du 9 septembre 2004 relatif à la sécurité des ascenseurs et modifiant le code de la construction et de l'habitation

AR 20130820A Arrêté du 20 août 2013 modifiant l'arrêté du 18 novembre 2004 relatif aux travaux de sécurité à réaliser dans les installations d'ascenseurs

AR 20130820B Arrêté du 20 août 2013 modifiant l'arrêté du 7 août 2012 relatif aux contrôles techniques à réaliser dans les installations d'ascenseurs

NF EN 81-1 – A3 de Mars 2010 - Règles de sécurité pour la construction et l'installation – Partie 1 : ascenseurs électriques.

NF EN 81-2 – A3 d'Avril 2010 - Règles de sécurité pour la construction et l'installation des ascenseurs - Partie 2 : ascenseurs hydrauliques

NF EN 81-3 – A3 d'octobre 2008 - Règles de sécurité pour la construction et l'installation des ascenseurs - Partie 3 : monte-charges électriques et hydrauliques

DC 2000-782 – Juillet 2010 Décret relatif à la mise sur le marché des ascenseurs neufs

NF EN 81-70/A1 d'Aout 2005 Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Applications particulières pour les ascenseurs et ascenseurs de charge - Partie 70

: accessibilité aux ascenseurs pour tous les usagers y compris les personnes avec handicap

NF EN 81-21 + A1 (P82-211) Décembre 2012 Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Élévateurs pour le transport de personnes et de charges - Partie 21 : ascenseurs et ascenseurs de charge neufs dans les bâtiments existants

NF P 82-212. Novembre 2005. Ascenseurs et monte-charge. - Règles de sécurité pour la construction et l'installation des ascenseurs électriques - Dispositions applicables dans le cas de transformations importantes ou de travaux d'amélioration

NF P 82-312. Novembre 2005. Ascenseurs et monte-charge. - Règles de sécurité pour la construction et l'installation des ascenseurs hydrauliques - Dispositions applicables dans le cas de transformations importantes ou de travaux d'amélioration

NF EN ISO 14122-3 – Décembre 2007. Moyens d'accès permanent aux machines

NF EN 81-82 de septembre 2013 Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Ascenseurs existants - Partie 82 : règles pour l'amélioration de l'accessibilité aux ascenseurs existants pour toutes les personnes, y compris les personnes avec handicap

NF EN 12015 de mai 2014 Compatibilité électromagnétique des produits pour ascenseurs escaliers mécaniques et trottoirs roulants- Émission

DC 88-1056 Décret pris pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail (titre III : hygiène, sécurité et conditions du travail) en ce qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques. Décret du 10 juillet 1913 modifié portant règlement d'administration publique pour l'exécution des dispositions du livre II du Code du travail (Titre II : Hygiène et sécurité des travailleurs)

DC 2008-1325 du 15 décembre 2008 relatif à la sécurité des ascenseurs, monte-charges et équipements assimilés sur les lieux de travail ainsi qu'à la sécurité des travailleurs intervenant sur ces équipements et l'arrêté du 29 novembre 2010 relatif aux vérifications générales périodiques portant sur les ascenseurs, les monte-charges et certains élévateurs de personnes

Les Décrets concernant la protection de la radiodiffusion contre les troubles parasites.

AR 19990630 Arrêté du 30 juin 1999 relatif aux caractéristiques acoustiques des bâtiments d'habitation

AR 19860818A Arrêté modifiant l'arrêté du 31 janvier 1986 relatif à la protection contre l'incendie des bâtiments d'habitation. Recommandations de la CRAMIF.

### **3- GENERALITES**

Dans le cas de la contradiction entre ces éléments et le présent programme, la priorité sera toujours donnée aux règlements que l'Entrepreneur s'engage à observer, même s'ils correspondent pour lui à une solution onéreuse.

Il est précisé que les règles, normes et prescriptions des organismes visés ci avant seront considérées comme des conditions minima de fourniture et d'exécution.

Les labels de qualité, marques, poinçons, estampilles etc.... ne seront jamais considérés à eux seuls comme une garantie suffisante derrière laquelle l'Entrepreneur pourra se retrancher pour refuser la réfection ou le remplacement d'un ouvrage jugé défectueux par le Maître d'ouvrage.

Ces réglementations ne pourront également avoir pour effet de permettre à l'Entrepreneur de réduire sans diminution de prix les fournitures ou les prestations demandées par les pièces écrites ou graphiques de l'opération.

Inversement, toutes fournitures ou prestations complémentaires découlant de l'observation des normes ou de règles susvisées par rapport aux prévisions faites pour l'espèce dans la description ci-après, ne pourront ouvrir droit à supplément, l'Entrepreneur devant toujours en prévoir les incidences dans sa proposition.

Le fait par l'Entrepreneur d'exécuter sans en rien, changer les prescriptions de tous documents techniques n'atténue en rien sa responsabilité.

La définition des caractéristiques techniques des équipements tels que : nature des matériaux, épaisseurs, moyens de fixation etc... restera sous la responsabilité de l'entreprise.

L'entreprise retenue pour la réalisation des travaux devra fournir toutes les notes de calcul, plans etc... nécessaires à la bonne compréhension et exécution des travaux.

L'entreprise titulaire du marché est tenue d'informer son personnel des diverses dispositions relatives à la sécurité.

L'entreprise devra présenter au Maître d'Ouvrage les échantillons concernant les revêtements cabine, boîtes à boutons cabine, boîtes à boutons palières, indicateurs de niveaux etc...

L'entreprise devra fournir les attestations d'examen de type concernant : les portes palières, les serrures équipant les portes palières, les limiteurs de vitesse, les parachutes de cabine, les parachutes de contrepoids et les câbles de traction.

Aucun changement au projet retenu ne pourra être apporté en cours d'exécution des travaux sans l'autorisation expresse du Maître de l'ouvrage.

Toutes pièces susceptibles d'être altérées par les agents atmosphériques et les détériorations de chantier seront efficacement protégées par des peintures et des revêtements plastiques appropriés.

Les surfaces inoxydables, polies ou vitrées seront également protégées par du bois ou des emballages résistants.

L'entrepreneur provoquera en temps utile, et notamment pendant la période de préparation, la remise de tous renseignements complémentaires. Faute par lui de se conformer à ces prescriptions, il deviendra responsable de toutes les erreurs relevées en cours d'exécution ainsi que des conséquences qui en résulteraient.

#### **4- OBJECTIF ET CONDITIONS**

- Amélioration de la sécurité générale de l'installation.
- Amélioration du fonctionnement et de la fiabilité de l'installation.
- Amélioration du confort des usagers.

##### **4.1- Prescriptions techniques**

Reconnaissance des lieux, du bâtiment et prise en possession du chantier.

L'entrepreneur se rend sur place pour connaître les dispositions des lieux ainsi que les possibilités d'accès. La consistance des travaux est réputée connue de l'Entrepreneur avant la remise des offres.

En conséquence, il ne sera pas alloué de suppléments quelconques pour sujétions non précisées au présent Cahier des Clauses Techniques Particulières qui deviendraient nécessaires pour mener à bien ce présent marché.

L'entreprise ne pourra pas invoquer des omissions ou erreurs après l'attribution du marché pour se limiter dans le cadre de ces engagements ou pour refuser de réaliser tous les ouvrages nécessaires au parfait achèvement des travaux.

#### 4.2- Travaux dus par l'entrepreneur

Tous les trous, saignés, percements ainsi que les rebouchages, raccords d'enduits ou de maçonnerie, carrelages, parfaitement exécutés dans la même nature et dans le même aspect que le matériel dégradé. Tous les scellements. Les raccordements électriques.

#### 4.3- Conditions techniques générales

Le début d'intervention des travaux s'effectuera sur décision du Maître d'Ouvrage avec l'Entrepreneur après coordination envers les occupants sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage.

Il ne sera pas admis de stockage de matériel, gravats etc... en dehors des aires acceptées par le Maître d'Ouvrage sur propositions précises.

Toutes protections, clôtures sont dues par l'Entrepreneur. La sécurité des installations de chantier et éventuelles dégradations (y compris de toutes sortes) sera à la charge de l'Entrepreneur.

Seront dues au présent marché, toute dépose et repose d'ustensiles gênant la bonne marche des travaux.

Tous les travaux de gros œuvre de démolition ou autres prestations bruyantes pouvant perturber les occupants devront être faits sur des créneaux horaires précis soumis par le Maître d'Ouvrage.

#### 4.4- Documents à remettre au maître d'ouvrage avant réception

En particulier, l'entrepreneur devra livrer un Dossier des Ouvrages Exécutés. Ce DOE sera fourni en 2 exemplaires papiers et sur clé USB gravée. Il comprendra notamment :

- Les notes de calcul, plan d'exécution, étude de détail
- Une étude de sécurité selon les dispositions du décret 95.826 du 30/06/ devra être réalisée après achèvement de l'ouvrage et sera intégrée aux DOE.
- Les schémas électriques des circuits d'alimentation, de manœuvre et de sécurité. Sur ces schémas seront précisés les différents organes de commande et de sécurité. Un exemplaire du schéma sera mis à demeure dans la machinerie.
- Les schémas mécaniques de montage
- Les plans de gaine
- Les fiches « Attestation d'essais de fonctionnement » (ex COPREC)
- Le certificat CE
- Les attestations CE des différents organes de sécurité, en particulier la serrure de porte et le limiteur de vitesse
- Les procès-verbaux de résistance au feu des portes palières
- Les notices de réglage et d'entretien des différents matériels installés.
- Le mode d'emploi et la liste des codes erreurs de la manœuvre.

L'entreprise sera tenue d'entretenir son installation en bon état de fonctionnement pendant la période comprise entre l'achèvement des travaux et la fin de l'année de parfait achèvement, soit un an après la réception sans réserve.

L'entrepreneur demeurera responsable de tous les accidents qui pourraient résulter de la fabrication ou de la combinaison de ses appareils, même s'il n'en est pas le constructeur, ainsi que des dommages et intérêts qui pourraient être réclamés par suite de ces accidents.

En tout état de cause, le Maître d'Ouvrage est garanti par l'Entrepreneur pour une durée illimitée contre tout vice de construction et de conception des installations comprises dans la présente réalisation.

Les diverses garanties susvisées concernent aussi bien la responsabilité pénale que la responsabilité civile.

Pendant ce délai, l'Entrepreneur devra remplacer à ses frais (y compris ceux relatifs à la main d'œuvre) toutes les pièces qui viendraient à manquer par vice de construction ou de montage, défaut de matière, usure anormale, sauf cas d'usage défectueux.

S'il survient pendant le délai de garantie une avarie dont la réparation incombe à l'Entrepreneur, un procès-verbal circonstancié sera dressé et notifié ; s'il négligeait de faire la réparation dans le délai fixé par le Maître d'Ouvrage, l'avarie serait réparée d'office à ses frais.

Le délai de garantie sera prolongé pour les organes importants réparés ou pour ceux qui en dépendent, d'une durée qui sera déterminée par le Maître d'Ouvrage, sans pouvoir dépasser six mois.

#### 4.5- Réception de l'installation

Si les vérifications et essais qu'elle comporte ont donné satisfaction, la réception pourra être prononcée. Sinon elle sera ajournée jusqu'à ce que l'Entrepreneur ait apporté à l'installation les retouches nécessaires.

Jusqu'à ce que la réception soit prononcée, l'Entrepreneur conservera la responsabilité de son installation.

Si des modifications ou adjonctions relevant de la non-conformité aux règlements étaient signalées, tous les travaux seraient à exécuter aux frais de l'Entrepreneur et la réception ne pourrait être prononcée avant la mise en conformité.

La réception comporte la vérification contradictoire du parfait achèvement des travaux et la conformité des installations réalisées avec le projet retenu et les essais de l'installation conformément aux règles générales.

Il est convenu qu'une visite de pré réception / contrôle sera effectuée à l'issue de laquelle une éventuelle liste de réserves sera établie, une visite de levée de réserves/réception définitive sera programmée. Lors de la réception d'un appareil neuf, une réunion de passation, à laquelle la présence du mainteneur est obligatoire, sera organisée, avec au minimum l'installateur de l'appareil afin d'établir un état initial de l'appareil. L'installateur devra également remettre les documents exigés au § 2.1.5 du présent CCTP. Les observations éventuelles seront dressées sur

un Procès-verbal rédigé transmis à l'entreprise et au maître d'ouvrage par le service technique (SLA) en charge de l'installation. PV type prévu en annexe 1.

Le mainteneur aura 10 jours pour faire une réclamation sur le contenu du dossier et connecter la téléalarme - télésurveillance de l'appareil à sa centrale téléphonique. En l'absence, il sera supposé complet et suffisant ; le cas échéant, le mainteneur devra prendre à sa charge la mise à jour.

L'entreprise devra fournir lors de la réception les outils spécifiques d'entretien et de maintenance nécessaire à l'entretien, au dépannage ou à la remise en service sans restriction de durée d'usage. Ces outils doivent être accompagnés d'une notice d'utilisation et d'une documentation technique suffisamment explicite pour permettre au prestataire de maintenance d'accéder aux différents menus fonctionnels de l'installation. Le mainteneur doit pouvoir modifier les paramètres de réglage si nécessaire pour la conduite et l'entretien de l'appareil. L'outil doit avoir les modes lecture et écriture pour exécuter les fonctions de diagnostic, de programmation et de simulation.

#### 4.6- Pénalités

Le planning d'exécution, après accord, deviendra contractuel pour le calcul des pénalités conformément au CCAP

Au cas où, les travaux ne seraient pas terminés dans les délais fixés au planning et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable sur simple confrontation de la date d'expiration du délai contractuel d'exécution et de la date réelle d'achèvement des travaux, une pénalité fixée dans le CCAP sera appliquée par jour calendaire de retard, et par rendez-vous de chantier supplémentaire rendu nécessaire.

L'entreprise devra informer, par voie d'affichage préventif, les occupants sur la consistance et la durée des travaux au minimum deux semaines avant le début des travaux.

#### 4.7– Etat des lieux

L'entreprise devra tenir aussi propre que possible les lieux qu'elle occupe, nettoyer chaque jour les parties communes empruntées, ne pas encombrer les circulations, protéger les ouvrages existants et laisser les lieux dans les mêmes conditions qu'à son arrivée



## **5- DESCRIPTION TRAVAUX ASCENSEUR**

### **DEMONTAGE**

L'entreprise aura à sa charge le démontage et l'enlèvement du matériel vétuste pour l'ensemble de l'ascenseur, conformément à la réglementation (évacuation et destruction).

Une demande spécifique sera faite auprès du responsable sécurité de site pour les travaux effectués à l'aide de disqueuse, chalumeau ou poste à souder électrique avec la réalisation d'un permis feu.

Pour éviter tous risques d'incident le matériel démonté devra être enlevé chaque jour, ne pas gêner ou être stocké dans les circulations.

Tous les moyens seront mis en œuvre pour assurer la sécurité des usagers et des intervenants, les protections des ouvrages nécessaires aux bons déroulements des travaux.

Des sas en bois et polyane devront être montés devant les portes palières pour des raisons de sécurité mais aussi afin d'éviter la propagation des poussières sur les paliers, ces sas devront avoir une à deux portes selon les besoins, celles-ci seront fermées en permanence à clef pour éviter tous accidents éventuels, une seule et même clef pour l'ensemble des sas, un double sera donné au Maître d'Ouvrage.

Le service sécurité en charge de la gestion du dispositif de sécurité (sécurité-incendie, sécurité anti-intrusion, etc.) devront être prévenues avant les travaux pour la désactivation et le démontage de leur matériel respectif.

- Obturation des différentes ouvertures, reprise des ventilations de gaine

Les ventilations des gaines devront être reprises sur l'extérieur via les anciennes machineries ou locaux poulies. De même, tous les trous au sol et sur le massif des anciennes machineries ou locaux poulies devront être obturés.

### **Règle générale**

Toutes les fixations des anciens supports (chevilles métalliques, etc.), de câbles d'alimentation de manœuvre, etc., seront démontées et les trous rebouchés.

➤ Cabine

SOL

- Dalles de sol souple PVC collé en plein classement U4P3E2/3C2
- Étanchéité par joint silicone sur le pourtour
- Le sol sera étendu sur la totalité de la cabine (modifications de seuil, d'opérateur et de trappe prévu au présent marché)
- Couleur au choix du Maître d'Ouvrage
- Plinthes en aluminium –

PLAFOND

- Éclairage par led (Quatre minimum), type anti vandales conforme EN 81-70 (100 Lux) , l'extinction automatique de l'éclairage cabine sera prévue lorsque les normes en vigueur le permettent.
- Les fixations ne seront pas accessibles depuis la cabine.